

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722 av de Colmar
47916 Agen Cedex 9

Agen, le 27/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMIVAL47 (VALORIZON)

ZAE de la Confluence
Chemin de Rieulet
47160 Damazan

Références : PV/CM/UbD24-47/2025/18
Code AIOT : 0005205545

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement SMIVAL47 (VALORIZON) implanté ISDND L'Albié 47150 Monflanquin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMIVAL47 (VALORIZON)
- ISDND L'Albié 47150 Monflanquin
- Code AIOT : 0005205545
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le SMIVAL 47 exploite l'installation de stockage de déchets non dangereux sis sur le territoire de la commune de Monflanquin.

L'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation de l'installation est encadrée par l'arrêté préfectoral n°47-2016-08-26-002 du 26 août 2016, et ce pour une durée de 210 mois soit jusqu'au 1er mars 2034.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 18/07/2022, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Surveillance des nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 18/07/2022, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Dispositifs de collecte du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 > I.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Contrôles périodiques en cours d'exploitation - qualité du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > I.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Contrôles périodiques - installations de traitement du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > II.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Contrôles périodiques - cartographie des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > IV.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Contrôles périodiques en cours d'exploitation - détection des fuites	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > V.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Dispositifs de mesure du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 > II.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Contrôles périodiques - équipements de destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > III.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant met son site en conformité aux prescriptions contrôlées, en particulier :

- en justifiant la commande d'intervention pour la correction des défauts du réseau de collecte de biogaz, dans un délai d'un mois, et en transmettant un compte rendu de l'intervention après travaux ;
- en justifiant la mise en œuvre des mesures de son plan d'actions contre les nuisances olfactives dans un délai de trois mois ;
- en mettant à jour la procédure de mise en service des alvéoles sur la base du retour d'expérience du dépassement de la limite de 5000m² de surface en exploitation découverte, dans un délai d'un mois.

Concernant la collecte du biogaz, des informations complémentaires(détaillées au point de contrôle n°3) sont demandées à l'exploitant afin d'attester la limitation des émissions diffuses.

Le détail des éléments à transmettre, relatifs aux contrôles périodiques et au rapport annuel d'activité, est indiqué dans les constats des points de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des nuisances olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de dégagement de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> <p>À ce titre l'exploitant veillera notamment à la mise en place des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le captage du biogaz par alvéole au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation dès la production de celui-ci, et sa destruction vers une installation de valorisation comportant deux systèmes de combustion ; - la limitation de la surface « découverte » de déchets en exploitation à 5000m² ; - la couverture journalière du massif de déchets frais sera réalisée par une couche de matériaux inertes ou par des refus de criblage final de l'unité de production de compost voisine. L'utilisation de compost satisfaisant aux critères de mise sur le marché est proscrite. - le suivi quotidien des prévisions météorologiques doit permettre d'anticiper les conditions peu favorables à la dispersion des émissions. Dans un tel cas la diffusion d'un biodestructeur d'odeur

sur l'alvéole en cours d'exploitation et/ou l'augmentation de la fréquence de la couverture du massif de déchets sera réalisée afin de limiter l'apparition des nuisances olfactives.

Constats :

Au jour de la visite, l'installation de valorisation du biogaz (pour injection dans le réseau de distribution de gaz) est en cours de montage. Ce système remplace l'installation de valorisation précédente (évaporation de lixiviats).

L'alvéole 17B2 a une surface totale de 5865m². Elle est exploitée en 2 bandes successives garantissant une surface "découverte" inférieure à 5000m². L'exploitant déclare qu'en 2024, une erreur d'appréciation du volume disponible dans l'alvéole 17B1 (côte altimétrique maximale de stockage non atteinte) a conduit à l'ouverture prématurée de l'alvéole 17B2. Les surfaces cumulées en 17B1 et B2 en exploitation "découvertes" ont dépassé 5000m². Ce fait a constitué une non-conformité à l'article 3 de l'arrêté du 18 juillet 2022, désormais résorbée.

La méthodologie de recouvrement du massif de déchets fait l'objet d'un porter à connaissance par lequel l'exploitant :

- expose le retour d'expérience de cette mesure ;
- détaille les limites de disponibilité en matériaux de recouvrement.

L'instruction de ce porter à connaissance pourra conduire à de nouvelles propositions de prescriptions adressées à Monsieur le préfet.

In situ, l'inspecteur constate le fonctionnement de dispositifs d'aspersion/brumisation visant à limiter la propagation des odeurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande la transmission d'une procédure de mise en service des alvéoles mise à jour, laquelle garantit que l'ouverture d'une nouvelle alvéole ne peut donner lieu au dépassement de 5000m² de surfaces "découvertes" en exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Surveillance des nuisances olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2022, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, odeurs

Prescription contrôlée :

Tous les ans, l'exploitant réalise et transmet à l'inspection des installations classées une caractérisation des niveaux et débits d'odeur de ses installations au regard des exigences rappelées à l'article 2.4 du titre III de l'arrêté préfectoral n°47-2016-08-26-002 du 26 août 2016 et

rappelées ici :

- le niveau d'odeur émis à l'atmosphère par chaque source odorante non canalisée présente en continu (alvéoles, bassins de stockage des lixiviats...) sur le site ne doit pas dépasser 600 uoE/m³
- le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées (torchères) ne doit pas dépasser les valeurs suivantes 1000.000 uoE/h.

En cas dépassement d'une de ces valeurs limites, l'exploitant établit une étude de dispersion des odeurs visant à caractériser la gêne pour les riverains. Cette étude de dispersion est transmise à l'inspection des installations dans les trois mois suivants la caractérisation des niveaux et des débits d'odeur exigée ci-dessus accompagnée des conclusions et des propositions de l'exploitant.

Constats :

Une étude de dispersion des odeurs fait l'objet du rapport AQUP240313 du 11/12/2024. Elle modélise un scénario "avec un total de 7 sources basé sur la campagne de mesure en avril 2024". Ce rapport identifie des sources d'émissions, établit des impacts résiduels en des points cibles à l'extérieur du site et compare les impacts olfactifs modélisés en 2022 et 2024.

L'exploitant présente en outre le rapport de quantification des émissions odorantes daté du 28/07/2025, référencé EE1B225805, lequel indique des dépassements des niveaux d'odeurs sur les bassins de lixiviats ainsi que sur les alvéoles 16A et 17A. Les émissions au niveau de la torchère sont conformes. L'exploitant n'a pas établi de nouvelle étude de dispersion suite aux résultats non conformes, l'étude de décembre 2024 ayant permis de caractériser les impacts autour du site.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis son plan d'actions pour répondre aux dépassements des niveaux d'odeurs. Il déclare que le curage des bassins de lixiviats ne peut être réalisé avant le mois de mars 2026. Par ailleurs, l'exploitant est en train de procéder à l'installation d'un système de valorisation du biogaz ("Wagabox") permettant d'ajuster la dépression du réseau de collecte à la production de biogaz des alvéoles. Des modifications aux postes de relevage des casiers 17A et 17B sont également prévues pour le premier trimestre 2026. Ces actions visent à réduire les émissions odorantes, notamment par optimisation de la valorisation du biogaz.

Le dépassement des niveaux d'odeurs détaillées dans le rapport de quantification des émissions odorantes daté du 28/07/2025 constitue une non-conformité à l'article 4 de de l'arrêté du 18 juillet 2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre en œuvre l'ensemble des mesures du plan d'action transmis par courriel du 28 novembre 2025, et en transmettre les justificatifs de réalisation, dans un délai maximum de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Dispositifs de collecte du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 > I.

Thème(s) : Risques chroniques, émissions dans l'air

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets.

Chaque casier recevant des déchets biodégradables est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci.

Le dispositif de collecte et gestion du biogaz mentionné aux deux alinéas précédents est complété de manière à assurer la collecte du biogaz pendant toute la durée de la phase d'exploitation du casier. Ce dispositif est conçu et mis en place selon les modalités présentées dans le dossier de demande d'autorisation déposé en application de l'article L. 512-2 du code de l'environnement.

Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.

Constats :

Le système de collecte du biogaz est composé de drains horizontaux à mi-hauteur du massif de déchets et de puits verticaux. L'exploitant présente le plan du réseau de collecte de l'alvéole 17B1. L'exploitant déclare que sur recommandation de son prestataire chargé de la valorisation du biogaz, les prochaines alvéoles mises en service seront équipées de drain de collecte en fond de casier. Cette modification des données du dossier de demande d'autorisation devra être portée à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation, avant sa réalisation.

Les quantités de biogaz captées et valorisées font l'objet de mesure et d'un constat d'huissier dans le cadre du calcul de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP). Le biogaz est dirigé vers un dispositif de valorisation (en cours de remplacement au jour de la visite) secondé par une torchère.

L'exploitant déclare qu'un contrôle quotidien de la qualité du biogaz est effectué. Il présente un logiciel de suivi en temps réel des puits de biogaz. Il indique que lors de la détection d'entrées d'air, il procède à la fermeture de la collecte. L'exploitant précise, enfin, que l'installation de valorisation prochainement mise en service (Wagabox) permettra d'ajuster la dépression du réseau à la quantité de biogaz produite, de sorte que sa collecte en sera optimisée.

L'inspection demande à l'exploitant les précisions détaillées ci-dessous.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de formaliser :

- les raisons des entrées d'air et le cas échéant, il transmet les résultats des investigations menées sur les défauts/défaillance du réseau de collecte du biogaz ainsi que les actions correctives apportées ;
- la justification de la nécessité de procéder à la fermeture de la collecte du biogaz conformément aux contraintes techniques des systèmes de valorisation et d'élimination du biogaz utilisés avant la mise en service de la nouvelle installation d'épuration avant injection sur le réseau de distribution (système Wagabox) ;
- les modalités d'ajustement du système Wagabox, lesquelles garantissent que la collecte du biogaz est assurée en permanence, dès lors qu'il est produit dans les casiers.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Dispositifs de mesure du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, émissions dans l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements d'élimination du biogaz sont conçus de manière à respecter les critères fixés à l'article 21.</p> <p>Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion.</p> <p>Chaque équipement de valorisation est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz valorisé.</p> <p>A l'amont de ces équipements de mesure sont implantés des points de prélèvement du biogaz munis d'obturateurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>La torchère est équipée d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion.</p> <p>Le système de valorisation est équipé d'un dispositif de mesure du volume de biogaz traité.</p> <p>La présence, à l'amont de ces équipements de mesure, des points de prélèvement du biogaz munis d'obturateurs n'a pas été contrôlée lors de la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande la transmission de justificatifs de la présence de points de prélèvement munis d'obturateurs à l'amont des équipements de mesure de volume de biogaz :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur la torchère ; - sur le système de valorisation du biogaz.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation - qualité du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, émissions dans l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.</p> <p>Annexe II :</p> <p>Qualité du biogaz capté et pression atmosphérique : CH₄, CO₂, CO, O₂, H₂S, H₂, en phase d'exploitation la fréquence des analyses est mensuelle.</p>
Constats :

L'exploitant présente l'application numérique de surveillance quotidienne de la composition du biogaz.

Le rapport annuel d'activité de l'année 2024 présente un extrait du registre des analyses de composition du biogaz, du 4 juillet au 14 août.

Les données de composition ne comprennent pas les paramètres CO et H₂.

Le rapport annuel d'activité ne contient pas les mesures mensuelles de qualité du biogaz capté.

Ces faits constituent des non-conformités à l'article 21-I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Procéder aux mesures qualitatives mensuelles du biogaz capté comportant l'ensemble des paramètres prévus à l'article 21-I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, et compiler ces résultats dans le rapport annuel d'activité.

L'inspection demande la transmission des premiers résultats de mesure dans un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Contrôles périodiques - installations de traitement du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > II.

Thème(s) : Risques chroniques, émissions dans l'air

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté préfectoral. Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. Le contrôle des installations de traitement du biogaz est assuré a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.

Constats :

L'installation de valorisation du biogaz, en cours d'installation au jour de la visite, fait l'objet d'un programme de vérification et de maintenance, lequel précise la fréquence des opérations à réaliser. Les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction ne sont pas précisés. Seule la mention "remédier si nécessaire" est présente, en plus des fréquences de remplacement des pièces.

L'exploitant n'a pas présenté de programme de vérification et de maintenance pour l'installation

d'élimination du biogaz (torchère).
Ces faits constituent des non-conformités à l'article 21-II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compléter le programme de maintenance du système de valorisation (Wagabox), de sorte qu'il spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Transmettre un programme de maintenance et de contrôle de la torchère.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Contrôles périodiques - équipements de destruction du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > III.
Thème(s) : Risques chroniques, émissions dans l'air
Prescription contrôlée : Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an. Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température. La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas : SO ₂ (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm ³ ; CO : 150 mg/Nm ³ . Les résultats des analyses et le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. Les concentrations en polluants sont exprimées par m ³ rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11 % d'oxygène. Les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure.
Constats : L'exploitant présente le rapport de maintenance du 1er avril 2025 établi par un laboratoire accrédité COFRAC, portant notamment sur la torchère. Ce rapport mentionne le contrôle effectué l'année précédente. Les heures annuelles de brûlage 2024 et 2025 (à date du contrôle)

sont respectivement de 1381 et 208h. La torchère est équipée d'un dispositif de mesure de la température de combustion en continu.

Le rapport de mesure des rejets atmosphériques de la torchère du 18/08/2025, référencé E61B2/25/864 et établi par une entreprise agréée, indique que les valeurs de CO et SO2 sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôles périodiques - cartographie des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > IV.

Thème(s) : Risques chroniques, émissions dans l'air

Prescription contrôlée :

Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.

Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.

Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser une cartographie des émissions diffuses en 2024, présentée dans le rapport révisé du 28/02/2025. Il indique qu'une nouvelle cartographie sera réalisée en 2026.

Cette cartographie révèle deux zones d'émissions importantes :

- en bordure du casier 17A dont la couverture avait été reprise et complétée par une géomembrane ; une déchirure de la géomembrane de flanc de casier a été constatée. Des travaux ont été réalisés par une entreprise certifiée pour réparer cette déchirure ;
- en zone de mesure identifiée "E8"; l'exploitant n'a pas présenté de mesures correctives.

L'exploitant indique que l'identification de défauts sur le réseau de collecte a donné lieu à une demande de devis pour intervention. Le délai maximal de 6 mois prévu pour la prise de mesures correctives n'est pas respecté.

Ce fait constitue une non-conformité à l'article 21-IV de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Justifier de la commande d'intervention pour la correction des défauts du réseau de collecte de biogaz, dans un délai d'un mois, et transmettre un compte rendu de l'intervention après travaux.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation - détection des fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > V.
Thème(s) : Risques chroniques, émissions dans l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. Son plan d'actions pour 2026 prévoit l'achat d'un détecteur de méthane portable.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 21-V de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre un programme de détection et de réparation des fuites de biogaz, et faire figurer les résultats des mesures qui en découlent dans le rapport annuel d'activité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois